A la Santer des riches

Certains nourrissaient l'espoir insensé que l'Europe allait nous permettrait d'augmenter les impôts sur les revenus mobiliers (intérêts et dividendes). Ils vont peut-être ouvrir les yeux. En effet, alors même qu'il était désigné comme futur président de la Commission européenne, Jacques Santer a présenté son nouveau gouvernement devant le parlement luxembourgeois. Dans son discours il a rappelé son opposition totale à toute forme d'harmonisation de la fiscalité mobilière en Europe ainsi qu'à toute levée du secret bancaire (De Standaard, 23.7). Moralité : si vous voulez prendre l'argent chez les riches, ne comptez pas sur l'Europe, mais seulement sur vos luttes, ici. (GM)

Smap, Agusta, titres volés, scandale des déchets : quatre affaires révoltantes dévoilées à l'occasion du meurtre d'un seul politicien, André Cools. Qui nous dira combien d'affaires restent cachées dans cette belle société capitaliste ?

Hick : pas de vacances

Après 42 jours de jeûne, l'enseignant Joseph Hick a dû arrêter sa grève de la faim. Il n'a obtenu ni la création de la Chambre de recours, ni la réhabilitation morale ni encore la promesse d'un réengagement si le caractère abusif de son licenciement était reconnu. Son patron, l'évêché de Liège, a pourtant accepté la constitution d'un "Comité de Sages". La commission paritaire, qui doit en fixer les modalités, se réunira «d'urgence», avait promis son président Weber. Or, à peine quelques jours plus tard, ce même Weber, proche des milieux cléricaux liégeois, annonce qu'elle ne peut se réunir avant la fin août car «plusieurs de ses membres sont en vacance». Joseph Hick: «Pendant 8 années, je n'ai pas eu un seul jour de vacances». De plus, la présence de la moitié des membres suffit et les représentants syndicaux n'ont même pas été contactés par M. Weber!
Dernièremesquinerie de l'évêché : il vient de demander que l'affaire passe sans attendre devant la cour du travail. Or Joseph espérait justement faire valoir le rapport final du Comité de Sages pour défendre sa cause devant le tribunal du travail.

Smap : exception ou système ?

Comment on explique les "scandales"

Il existe deux manières, très opposées, d'expliquer d'où proviennent ces nombreuses affaires de corruption et fraude qui font la une…

Michel Collon

La SMAP est une société publique d'assurance, étroitement liée à l'empire liégeois qu'avait édifié André Cools. Ses gestionnaires ont fraudé et planqué en Suisse entre 800 millions et 2 milliards FB.

Ainsi, au moment où les plans globaux successifs arrachent leurs maigres sous aux travailleurs, chômeurs, pensionnés et autres "petits", la corruption du système capitaliste permet à certains de se constituer de tels bas-de-laine. Mais, dès qu'éclate le scandale, aussitôt les idéologues officiels se dépêchent d'avancer des explications sauvant le système…
Le Soir, par exemple, y voit seulement un phénomène «argent facile des années 80» (9.7). Ou la conséquence d'un pouvoir trop solitaire sur les sociétés : «Du danger des P-DG monarques» (26.7). La solution étant donc simple : on va «placer les rois-soleils sous contrôle». Quelle absolution à bon marché ! On retrouve ici la théorie des "excès". Le capitalisme serait un système vivable, mais il faut combattre et corriger ses excès.

Comme si la corruption était seulement provoquée par les défauts personnels de tel ou tel. Comme si ce n'était pas le capitalisme lui-même qui, aussi bien dans le privé que dans les entreprises dites publiques, fonctionne sans démocratie, sans contrôle réel du peuple. Comme s'il suffisait de faire prendre les décisions par trois ou quatre administrateurs au lieu d'un seul pour éliminer la corruption et les autres formes de grosse criminalité en blanc. Comme si le fonctionnement normal du capitalisme n'était pas justement que toutes les grandes décisions économiques - et pas seulement les fraudes personnelles - sont prises sans démocratie.

Montrer que les scandales sont liés à l'essence du capitalisme et qu'il faut changer de système est indispensable. Sinon, toute cette ambiance de pourriture fera le jeu des "hommes forts" prétendant nettoyer les écuries…

Inusop: les factures du clientélisme

Pour la deuxième fois, Guy Coëme est renvoyé devant la Cour de cassation. Après les hélicoptères, l'affaire Inusop: une certaine conception de "la politique"…

Georges Moreau

A en croire les preuves accumulées par le juge Van Espen, l'institut de sondage Inusop aurait octroyé des aides illégales à Guy Coëme (PS) alors qu'il était ministre de la Défense: 2,2 millions de cadeaux, de notes de frais payées par l'Inusop, ainsi que des sondages effectués gratuitement. En échange, Coëme accordait des contrats publics à l'Inusop.
Guy Spitaels (PS) et Hervé Hasquin (sénateur PRL, président de l'ULB et, à ce titre, responsable de l'Inusop), également mis en cause par le juge Van Espen, ont été blanchis par la Commission sénatoriale. Un échange PRL-PS dont Guy Coëme paie les frais? C'est en tout cas l'avis de ce dernier: «Tous les hommes politiques ont recouru à ce type de pratiques, dans tous les partis. Si je me retrouve en Cour de cassation demain, c'est parce qu'il fallait que quelqu'un paie. Je suis le bouc émissaire» (Le Soir, 11.07).
Pour tenter de se justifier, Coëme explique: «Je dois supporter avec une indemnité parlementaire tous les frais inhérents à cette fonction (déplacements, courrier, téléphone, documentation, installation d'un secrétariat, gestion de permanences sociales très importantes…) en plus des frais de représentation importants qu'impliquent une vie publique et la présence à de nombreuses manifestations. Sans aide extérieure, il était impossible à ce moment-là de maintenir une activité politique importante et d'organiser des campagnes électorales telles qu'elles étaient conçues à l'époque» (Le Soir, 11.07)

Ce qu'il y a de choquant dans ces propos, ce n'est pas tant l'aveu implicite des cadeaux reçus, mais plutôt l'usage qui en a été fait et la conception PS de la politique qui transparaît ici. En bon parti bourgeois, le PS considère comme son devoir de gérer au mieux le capitalisme. Pour préserver son traditionnel électorat populaire, il ne peut donc absolument pas compter sur un programme et encore moins sur une action "de gauche". Il ne lui reste que le clientélisme et l'esbrouffe: "permanence sociales" et "frais de représentation".

EN BREF

De plus en plus de pauvres

61.610 personnes dépendaient du CPAS en janvier 94 pour leur minimum vital. 10% de plus qu'un an auparavant. Les chiffres de l'association flamande du CPAS (De Standaard, 7.7) montrent qu'un nombre croissant de jeunes (+ 34% en trois ans) paient ainsi le prix de la politique CVP-PS. Car les CPAS indiquent les causes de cet accroissement de la pauvreté : abaissement de l'âge de la majorité, prolongation du temps d'attente des jeunes chômeurs, problèmes financiers des étudiants, mais surtout exclusion des chômeurs…
Merci Dehaene et Di Rupo ! (MC)

Chômage : les exclus ont triplé

Ministre du chômage, Miet Smet, CVP réputée de gauche il y a longtemps, fait du bon boulot pour le capital… Grâce à elle, le nombre de chômeurs exclus par année, qui était de 40.000 en 1984 et de 55.748 en 1992, est passé à 121.825 l'an dernier (statistiques Onem). Selon les chiffres des CPAS, ce nombre s'élèverait même à 154.523 unités. (MC)

Un tiers des sondages est falsifié

La Gazet van Antwerpen (11.7) publie les confidences de spécialistes allemands des sondages d'opinion. Selon Wolfgang Gibowski (Institut d'étude allemand), un tiers au moins des sondages réalisés par les instituts spécialisés est purement et simplement falsifié. Selon Elisabeth Noelle-Neumann, directrice d'un organisme de sondage, 90% même sont de faible valeur.
Confirmation donc. Les sondages n'informent pas sur ce que pensent les gens, mais sur ce qu'on veut leur faire penser. Il suffit de voir comment les positions et propositions du PTB sont systématiquement exclues de ces sondages-manipulations. (MC)

Foot de riches…

Chaque événement footballistique confirme que ce sport est de plus en plus faussé par le business. Preuve : ce commentaire d'Alan Rothenberg, directeur du Comité d'organisation : «En empêchant la France de se qualifier, puis en éliminant successivement des équipes comme l'Argentine, le Mexique et l'Allemagne, la Bulgarie nous a déjà fait perdre beaucoup d'argent» (Le Soir, 15.7).
Comme la manipulation des tirages au sort ne suffit pas, "ils" vont aussi professionnaliser l'arbitrage. Pour éliminer les surprises indésirables ? (MC)

…et de super-riches

Exemple de tirage au sort manipulé : la Coupe d'Europe des champions de football. Un système archi-compliqué veillera à ce que les petits clubs et les petits pays soient séparés des clubs-vedettes. Afin de réserver à ceux-ci l'accès aux rencontres les plus lucratives et au pactole des droits de TV. Le Soir (20.7) écrit même : «La dernière réforme de la Ligue scelle le sort de l'équité sportive. Au nom du fric». (MC)

"Ma région d'abord"

«Si je suis au gouvernement, alors ce qui compte pour moi, c'est 'ma région d'abord'» avoue Herman De Croo, ex-ministre et un des ténors du parti libéral flamand (Knack, 6.7).
Voilà que même dans leur façon de s'exprimer les politiciens bourgeois reproduisent le mode de pensée des fascistes. (MC)